

Le Gouvernement wallon a finalement décidé, le 23 juin 2005, de retirer la licence d'exportation de machines de munitions militaires vers la Tanzanie. La licence avait été, dans un premier temps, octroyée à la firme New Lachaussée le 6 janvier 2005, puis suspendue le 24 mars 2005.

Séance du 23 juin 2005

- 46 Licence d'exportation accordée à New Lachaussée S.A. pour des machines et équipements pour la fabrication de munitions de petits calibres, matières premières et semi-produits associés
-

DECISION :

1. Le Gouvernement prend acte du rapport de la mission d'expertise wallonne dont les conclusions sont les suivantes :

« La mission conclut en confirmant en tout état de cause l'extrême pertinence des conditions formulées dans la licence suspendue et qui ont trait à la capacité de la ligne, à la seule couverture des besoins tanzaniens, à la non réexportation de l'équipement et des productions qui en découlent, au marquage et à la supervision de la production et du démantèlement. Ces conditions sont de nature à réduire de manière significative les risques de détournement. Il en va de même en cas de mise en œuvre rapide par la Tanzanie du Protocole de Nairobi, et du dispositif légal proposé dans le Programme national d'action pour la gestion des armes et le désarmement. ».

Le Gouvernement prend note du rapport de la Commission d'avis sur les licences d'exportation d'armes réunie le 17 juin 2005 qui considère :

« que la levée de la suspension de la licence serait à conditionner à la signature d'un protocole international conclu par la Région avec la République Unie de Tanzanie. Ce texte reprendrait les conditions de la licence en consolidant juridiquement les engagements pris par les autorités tanzaniennes quant aux possibilités de vérification régulière de la réalisation de l'ensemble de ces conditions par la Région et les personnes mandatées par elle.

Dans le cadre de la première condition prévue par la licence relative à la capacité de la ligne de production, le fournisseur aurait à prendre les dispositions techniques et probablement contractuelles pour lui garantir le non-dépassement de cette capacité par rapport à celle de l'ancien équipement.

La Commission propose en outre au Gouvernement de compléter la décision relative à la licence par un processus d'autorisation par la Région, des différents stades de mise en place de l'équipement et de son système de marquage, notamment l'assemblage final, la formation du personnel et la maintenance. »

2. Indépendamment du renforcement des conditions d'octroi et d'autres dispositions supplémentaires envisagées pour rencontrer les critères d'octroi de la licence, le Gouvernement considère la position du Gouvernement fédéral qui, par l'intermédiaire de son Ministre des Affaires étrangères, émet les plus vives réserves notamment quant à la compatibilité de la licence dont question avec la politique étrangère de la Belgique.

Au regard des dispositions de la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation, au transit et à la lutte contre le trafic d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire, le Gouvernement prend également en considération les positions officielles et officieuses d'autres Etats européens qui, comme les Pays-Bas, soutiennent le retrait de la licence.

3. Après analyse de l'ensemble de ces éléments, le Gouvernement estime que l'octroi de la licence n'est pas opportun dans le contexte actuel d'analyse et, dès lors, charge la Ministre des Relations extérieures de prendre un arrêté portant retrait de la licence accordée le 6 janvier 2005 à la société New Lachaussée, pour motifs d'incompatibilité avec la politique étrangère et les engagements internationaux de la Belgique et impraticabilité de l'imposition de conditions supplémentaires à l'octroi de la licence.

Le Gouvernement charge la Ministre des Relations extérieures de communiquer cet arrêté à la société.

4. Compte tenu du préjudice subi par l'entreprise New Lachaussée suite à cette décision en terme de perte de chiffre d'affaires, de risque de perte d'emplois et de difficultés financières, le Gouvernement décide d'accorder un soutien spécifique à cette société.

Le Gouvernement charge le Ministre de l'Economie de mettre en œuvre cette décision.

5. A la demande de la Ministre des Relations extérieures, en vue d'assurer la meilleure concertation avec les autorités belges et vu, notamment, la fonction de responsable des relations intra-belges du Ministre-Président, le Gouvernement décide de confier au Ministre-Président, à la date du 1^{er} septembre 2005, les compétences suivantes :

l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour l'importation et l'exportation concernant l'armée et la police et dans le respect des critères définis par le Code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements ;

- l'octroi des licences pour l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour celles concernant l'armée et la police.

Le Gouvernement adopte en conséquence le projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 27 juillet 2004 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement.

6. A la lumière des enseignements de ce dossier et eu égard au fait que le Gouvernement reconfie cette responsabilité au Ministre-Président, celui-ci est chargé de procéder à l'évaluation de la procédure d'octroi de licences telle qu'elle est organisée depuis la régionalisation de cette matière.

Il s'agira, dans ce cadre, de réexaminer le rôle et la composition de la Commission d'avis, notamment pour associer un représentant de la Ministre des Relations extérieures qui sera Vice-Président, et de renforcer la Cellule administrative en charge du suivi de cette problématique.

Contact : Jacques Cremers, Attaché de Presse de la Ministre Marie-Dominique Simonet